



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Bretagne

Rennes, le - 7 OCT. 2019

Service Patrimoine Naturel / BGP

Affaire suivie par : Stéphanie Jouvin et Coralie Moulin

☎ 02 99 33 45 63

✉ src.bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Mémoire en réponse à l'avis de l'Autorité environnementale
sur le schéma régional des carrières de Bretagne
(avis délibéré du 27 juin 2019 n°2019-38)

Annexes Réponse détaillée

Note sur la compatibilité du SRC avec les SAGEs bretons

Le 27 juin 2019 a été reçu en DREAL et publié sur le site internet de l'Autorité environnementale (AE), l'avis délibéré sur le schéma régional des carrières (SRC) de Bretagne. Le présent mémoire constitue la réponse aux points soulevés dans cet avis qui s'inscrit dans la phase finale d'instruction du SRC breton. Lors de l'ouverture prochaine de la consultation du public, il sera publié sur les sites internet des préfectures et de la DREAL, accompagné du schéma, de son rapport d'évaluation environnementale et de l'avis de l'AE.

Cet avis délibéré met en exergue 4 éléments et pointe la question de la plus-value du SRC au regard de l'environnement en général. L'AE recommande :

- de réviser les scénarios retenus pour les granulats de roches massives, par exemple en engageant une approche territorialisée,
- de hiérarchiser les scénarios pour les granulats de roches meubles, et d'engager un processus de sortie de la dépendance aux ressources marines,
- de proportionner les orientations et mesures du SRC en fonction des sensibilités environnementales, notamment pour édicter des mesures de prescriptions ou d'interdictions,
- de renforcer à la hausse les orientations et mesures en faveur du recyclage.

Cet avis et ses recommandations argumentées ont été examinés point par point. La présente réponse (détaillée en annexe) propose en particulier un abstract de la plus-value estimée du SRC en matière d'environnement en partie 3.

Sur le choix des scénarios, dont les tenants et aboutissants sont rappelés dans la réponse détaillée en partie 4, les acteurs du SRC et en premier lieu le comité de pilotage ont abouti, après 3 ans d'échanges réguliers et une réelle volonté d'intégration de paramètres environnementaux, à un consensus jugé équilibré du point de vue des différentes parties intervenantes : les avis favorables des commissions départementales de la nature des paysages et des sites (CDNPS) bretonnes et alentours en témoignent. Les associations environnementales, lorsqu'elles se sont abstenues (dans 2 CDNPS sur 5), ont jugé insuffisante l'ambition affichée sur l'économie circulaire et exprimé une opposition sur le principe de l'exploitation des ressources marines : ce qui converge avec l'avis de l'AE.

Concernant ce dernier point, c'est bien le Document d'Orientation et de Gestion des Granulats Marins (DOGGM) qui a compétence pour déterminer les conditions d'exploitation des ressources marines, et non le SRC. Ces ressources marines sont encore exploitées sur la côte Nord de la Bretagne pour l'agriculture (sables coquilliers) et sur la façade atlantique pour la confection des bétons (sables roulés siliceux). Le SRC en l'état, reconnaît ces ressources comme encore nécessaires, compte tenu de la pénurie de sables roulés terrestres accessibles en Bretagne, mais c'est bien le DOGGM, annexe du document stratégique de Façade, qui précise la prise en compte de l'environnement et des autres usages du milieu marin pour les autorisations d'extractions en mer.

Sur le caractère prescriptif, le SRC breton est conforme aux textes nationaux¹ retenant une interdiction stricte des carrières dès lors que la réglementation l'impose, et maintenant le caractère dérogatoire lorsque la loi le permet. À ce stade, les SRC ne sont ainsi pas considérés comme devant aller au-delà de la réglementation nationale, en interdisant par exemple des carrières sur le principe : l'analyse des impacts est toujours à réaliser et le SRC breton rappelle et évalue chaque sensibilité environnementale par rapport à l'activité de carrières, et impose des objectifs de résultats aux dossiers de demande. En particulier, le SRC propose une liste des sensibilités significatives à l'échelle de la Bretagne.

Sur la prise en compte des différents niveaux de sensibilité environnementale, il est proposé en revanche pour répondre aux recommandations de l'AE de modifier le SRC pour y intégrer une mesure nouvelle, une mesure « 0 » chapeau pour chaque orientation traitant de la gestion de la ressource et de la prise en compte du patrimoine naturel et culturel, afin de lui donner un caractère prioritaire et opposable aux projets de carrières d'une part, et de garantir une prise en compte de l'environnement pendant toute la durée de vie de la carrière jusqu'à son réaménagement, d'autre part.

Le SRC garantit de surcroît avec ses 5 enjeux une intégration de tous les paramètres environnementaux, avec un rapport de compatibilité, dans les dossiers de carrière. Des explications sont fournies dans la réponse détaillée pour argumenter sur les positionnements du COPIL sur les scénarios d'approvisionnement, également en partie 4. Ces choix, jugés par l'AE comme moins favorables à l'environnement, sont dus en partie à un manque de connaissance, à une volonté de prendre en compte une exploitation équilibrée de la ressource sur le territoire breton en respectant la logique historique de l'installation des carrières, mais sont également dus à des critères économiques. Le SRC promeut en outre la prise de décision au niveau de chaque projet de territoire et dans les documents d'urbanisme, l'adéquation ressources/besoins et la protection de l'environnement, dans une logique de déconcentration des décisions.

1. Instruction ministérielle du 4 août 2017

Enfin, sur la question de l'économie circulaire, une étude va être lancée début 2020 sur le recyclage des déchets du BTP avec les partenaires (Région Bretagne, Ademe, Cellule économique de Bretagne) pour définir plus précisément les actions à mettre en place.

Au fur et à mesure de la réalisation des SRC en France, des SRADDET (schémas régionaux d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires) et de l'étude sur le recyclage des déchets du BTP qui va s'engager en Bretagne, il pourra être proposé de réajuster les scénarios et ambitions du schéma breton afin d'intégrer prioritairement les données nouvelles sur l'économie circulaire et les retours de chaque territoire.

La Préfète



Michèle KIRRY